

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 5 – 7 février 2003

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 6 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2003/6-B/1**

8 janvier 2003

ORIGINAL: ANGLAIS

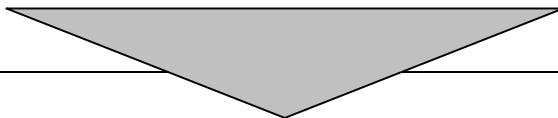
## AUGMENTATION BUDGÉTAIRE POUR L'INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT—RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 06274.0

**Groupes de population affectés par des  
conflits armés**

	Coût (dollars E.-U.)		
	Budget originel	Augmentation	Budget révisé
Coût total pour le PAM	116 372 699	39 800 287	156 172 986
Coût des produits alimentaires	37 236 624	12 948 736	50 185 360

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

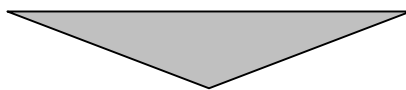
Directeur du Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale (ODK): M. H. Arthur

Attachée de liaison principale, ODK: Mme F. Nabulsi tél.: 066513-2385

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



# Projet de décision<sup>1</sup>



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement République démocratique du Congo 06274.0—"Groupes de population affectés par des conflits armés" (WFP/EB.1/2003/6-B/1).

---

<sup>1</sup> Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



## NATURE DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire est nécessaire pour prolonger l'IPSR 06274.0 de neuf mois, soit du 1er avril 2003 au 31 décembre 2003, i) pour pourvoir aux besoins persistants d'aide alimentaire; et ii) pour fournir des aliments permettant de nourrir les bénéficiaires actuels et les bénéficiaires identifiés depuis que l'IPSR a été approuvée. Cette mesure fait suite à une révision budgétaire approuvée par le bureau de pays pour une prolongation de la phase actuelle de trois mois, c'est-à-dire du 1er janvier 2003 au 31 mars 2003.

## INTRODUCTION

2. L'IPSR 06274.0 a été approuvée par le Conseil d'administration à sa troisième session ordinaire d'octobre 2000 pour une période de deux ans allant de janvier 2001 à décembre 2002. Toutefois, les premières expéditions de produits alimentaires sont arrivées dans le pays avec du retard, si bien que la mise en œuvre a commencé en juillet 2001. La première année, l'IPSR était conçue pour fournir 73 680 tonnes au titre des activités de secours et de redressement à long terme à 1 419 910 bénéficiaires, parmi lesquels des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), des enfants souffrant de malnutrition, des groupes vulnérables et des réfugiés. La deuxième année, l'intervention devait se concentrer sur les activités de redressement et de secours destinées à 1 162 000 bénéficiaires; l'aide alimentaire allouée à cet effet s'élevait à 60 877 tonnes.
3. L'aide du PAM au titre de l'IPSR 06274 0 a essentiellement porté sur les secteurs de la santé et de la nutrition. À Kinshasa, elle a contribué à améliorer l'état nutritionnel de 10 000 personnes atteintes du VIH/SIDA; dans les régions accessibles de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier dans l'est du pays, 312 000 personnes souffrant de malnutrition ont reçu une aide. Le PAM s'efforce d'augmenter l'aide aux zones isolées; dans les régions du Nord Katanga accessibles seulement par avion le PAM a transporté par avion des rations alimentaires couvrant les besoins de 32 000 personnes souffrant de malnutrition pendant neuf mois.
4. Au plan des interventions humanitaires et de l'appui aux initiatives visant à aider les PDI à s'en sortir par elles-mêmes, le PAM a contribué à améliorer l'état nutritionnel de 168 000 d'entre elles à Kinshasa, et dans les provinces de l'Équateur, du Nord et Sud Kivu et occasionnellement en Ituri et au Maniema, malgré des difficultés logistiques.
5. La mission conjointe d'évaluation des besoins alimentaires PAM/HCR/FAO d'avril 2002, à laquelle étaient représentés les donateurs de l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO), a confirmé l'amélioration de l'état nutritionnel de 68 000 réfugiés et a recommandé que les rations des réfugiés arrivés avant 2001 soient ramenées de 1 950 kilocalories à 1 456 kilocalories par personne par jour.
6. L'aide du PAM aux groupes vulnérables a pris la forme d'activités d'alimentation ciblées, de projets agricoles, d'un ensemble de mesures de protection des semences pour les jardins potagers et d'activités vivres-contre-travail (VCT) et vivres pour la formation (VPF), dans les cas où la sécurité le permettait, y compris la restauration de routes de desserte, d'écoles et de bâtiments publics, ainsi que le renforcement des capacités de groupements d'agricultrices.
7. Dans le Nord et le Sud Kivu ainsi qu'à Kinshasa, une aide alimentaire a été fournie aux enfants en difficulté; 9 000 enfants des rues ont ainsi reçu une aide en 2002.



8. Le bureau de pays a cependant distribué moins d'aliments que prévu parce que les conditions de sécurité interdisaient l'accès à la population en difficulté. En outre, les ruptures d'approvisionnement ont été fréquentes.
9. Il reste beaucoup à faire: la situation de la RDC reste difficile aux plans politique, économique et social. La situation sociale continue de se dégrader; la pauvreté et le chômage ont atteint des niveaux insoutenables. La plupart des habitants survivent grâce à des activités économiques informelles, qui sont principalement le fait des femmes. Comme les hôpitaux, les écoles et les routes ont été détruits, les besoins fondamentaux de la population, notamment des femmes et des enfants, ne sont pas satisfaits. La pauvreté aiguë rend la population très vulnérable aux catastrophes naturelles, comme l'éruption du Mont Nyiragongo de janvier 2002, qui a sérieusement touché 350 000 personnes environ.
10. La présente révision budgétaire s'explique par: i) l'augmentation du nombre de bénéficiaires dans certaines composantes de l'IPSR, notamment des PDI et des réfugiés; ii) l'accroissement des besoins alimentaires; et iii) la prolongation de la durée de l'IPSR. Le détail de la révision figure en page de couverture et à l'annexe I.

### **JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES ET DES PRODUITS ALIMENTAIRES**

11. Entre le 1er avril 2003 et le 31 décembre 2003, l'IPSR 06274.0 couvrira les besoins de 264 609 bénéficiaires supplémentaires. Quelque 47 703 tonnes seront nécessaires pour faire face aux besoins alimentaires additionnels. Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation du nombre de bénéficiaires.
12. Deux opérations d'urgence —6035.01, "Assistance à 80 000 réfugiés angolais dans les provinces méridionales de la RDC", et 6110.00, "Aide à 350 000 PDI et personnes vulnérables"— ont été exécutées entre 2000 et la mi-2002. Les bénéficiaires de ces opérations devaient être intégrés à l'IPSR en janvier 2001, augmentant d'autant l'estimation initiale de 10 000 réfugiés. Quelque 63 000 réfugiés angolais assistés au titre de l'opération d'urgence 6035.01 ont été intégrés à l'IPSR en juillet 2002; le nombre de bénéficiaires a encore augmenté quand la tentative de coup d'État en République centrafricaine a obligé 5 000 personnes à se réfugier à Zongo dans le nord de la province de l'Équateur.
13. En juillet 2002, quand le gouvernement et le Mouvement pour la libération du Congo ont décidé d'inclure la province de l'Équateur dans l'espace humanitaire, le PAM et l'organisation non gouvernementale (ONG) française Première Urgence ont signé un accord pour aider 23 000 personnes vulnérables de l'axe Libenge-Imese, dont la plupart étaient des femmes et des enfants, les hommes ayant rejoint l'armée ou des groupes armés. Une mission d'évaluation interorganisations récemment conduite à Businga dans la province de l'Équateur a découvert 25 000 PDI en très mauvaise santé après une longue période passée dans la forêt. Dans la province orientale, le PAM a réouvert un bureau auxiliaire à Kisangani pour fournir des aliments à 50 000 personnes dans le cadre de programmes d'alimentation des groupes vulnérables et d'activités VCT et VPF. Les provinces orientales, y compris celles d'Ituri et du Nord Kivu, restent un défi pour le PAM: 50 000 PDI y sont à court de nourriture par suite d'une insurrection.
14. En août et septembre 2002, 55 000 PDI et 62 500 agriculteurs des provinces du Katanga et du Kasai ont souffert de la sécheresse qui sévit dans l'Afrique australe. La production agricole a chuté de 40 pour cent, parce que les pluies se sont terminées tôt, que les engrais n'étaient pas disponibles ou mal utilisés et que les semis ont été faits tardivement. La situation a été aggravée par le fait que la Zambie a interdit les exportations de céréales et



que les hostilités ont empêché les échanges avec le Katanga septentrional qui était sous le contrôle des rebelles. La guerre en RDC bouleverse les activités commerciales et perturbe sérieusement l'agriculture et l'économie depuis quatre ans.

15. Les rapports récents de la FAO et du Programme national de nutrition (PRONANUT), le service gouvernemental responsable de la nutrition en RDC, ont confirmé un taux de malnutrition protéo-calorique de 18 pour cent parmi les enfants d'âge préscolaire dans la province du Kasai. La situation était critique à Kabinda, longtemps isolée par l'insécurité; le PAM a instauré un nouveau partenariat avec les Services de secours catholique, afin de fournir une aide alimentaire aux personnes vulnérables, aux enfants souffrant de malnutrition et aux agriculteurs associés à des activités de protection des semences.

## BÉNÉFICIAIRES

16. Le tableau 1 ci-dessous ventile les bénéficiaires supplémentaires par groupe d'âge et par sexe. Ceux-ci se montent au total à 264 609 personnes, dont 175 026 de femmes et de filles, soit 66 pour cent du total.

Catégories de bénéficiaires	Hommes	Femmes	Adultes		Enfants d'âge scolaire		Enfants d'âge pré-scolaire		Total
			Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
			PDI	45 810	106 890	24 737	57 721	16 492	
Enfants souffrant de malnutrition	6 037	6 039	0	0	0	0	6 037	6 040	<b>12 077</b>
Mères allaitantes	0	2 132	0	1 492	0	640	0	0	<b>2 132</b>
Personnes vulnérables	3 135	7 315	1 692	3 950	1 129	2 633	314	732	<b>10 450</b>
VCT	34 300	51 450	18 522	27 783	15 778	23 667	0	0	<b>85 750</b>
VPF	300	1 200	162	648	138	552	0	0	<b>1 500</b>
<b>Total</b>	<b>89 583</b>	<b>175 026</b>	<b>45 114</b>	<b>91 594</b>	<b>33 537</b>	<b>65 972</b>	<b>10 933</b>	<b>17 461</b>	<b>264 609</b>

17. Le bureau de pays inclura dans les accords conclus avec les partenaires chargés de la distribution un article stipulant que 80 pour cent des produits alimentaires devront être collectés par les femmes. Dans le but de rationaliser la politique suivie à l'égard des femmes et compte tenu du fait que l'intervention du PAM en RDC est principalement liée aux urgences, le bureau de pays veillera à ce que les femmes reçoivent les rations de 42 000 ménages, ce qui représente 80 pour cent du nombre des bénéficiaires supplémentaires. Les comités d'identification auront pour instruction de délivrer des cartes de ration familiale portant le nom de la femme responsable de chaque ménage. Chaque fois que possible, le bureau de pays poursuivra et développera les activités VPF destinées aux femmes et aux adolescentes, afin qu'elles puissent acquérir une éducation nutritionnelle et sanitaire et exercer une activité lucrative. Pour informer les partenaires des Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes, le bureau de pays organisera un cours de formation à la problématique hommes-femmes à l'intention de son personnel et de ses partenaires dont le coût apparaît dans le budget ci-joint.



## BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

18. Du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, 39 754 tonnes de produits alimentaires ont été distribuées à raison de 3 300 tonnes en moyenne par mois; cette moyenne aurait dû être de 4 480 tonnes, compte tenu du nombre effectif de bénéficiaires et des rations prévues. Le déficit est dû au chevauchement de l'IPSR 6274.00 et des opérations d'urgence 6110.00 et 6035.01 au cours des six premiers mois de l'IPSR.
19. Les ruptures d'approvisionnement ont parfois rendu nécessaire la distribution de demi-rations. Les rations de base resteront inchangées, mais les besoins mensuels moyens passeront de 4 480 tonnes à 7 000 tonnes, soit 2 520 tonnes supplémentaires par mois. Ainsi, 47 703 tonnes supplémentaires de denrées devront être engagées, comme indiqué au tableau 2 ci-dessous.

**TABLEAU 2: RÉSUMÉ DES BESOINS ALIMENTAIRES ADDITIONNELS**

	Farine de maïs	Légumineuses	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Total
Moyenne mensuelle jusqu'en juin 2002	3 057	917	244	40	197	25	4 480
Moyenne mensuelle de cas supplémentaires	1 790	537	136	25	28	4	2 520
<b>Nouvelle moyenne mensuelle</b>	<b>4 848</b>	<b>1 454</b>	<b>380</b>	<b>65</b>	<b>225</b>	<b>28</b>	<b>7 000</b>
Besoins jusqu'en décembre 2003	87 260	26 178	6 835	1 168	4 056	507	126 004
<b>Disponibilité en produits alimentaires</b>	<b>53 998</b>	<b>13 110</b>	<b>5 614</b>	<b>1 016</b>	<b>4 299</b>	<b>866</b>	<b>79 007</b>
<b>Déficit</b>	<b>(33 262)</b>	<b>(13 068)</b>	<b>(1 221)</b>	<b>(152)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(47 703)</b>

## JUSTIFICATION DE LA RÉVISION

20. Le bureau de pays prévoyait de soumettre le document sur la phase d'élargissement de l'IPSR 6274.00 à la session du Conseil d'administration de mai 2003. La situation dans le pays étant appelée à changer du fait des récentes avancées politiques et militaires, le bureau a décidé de reporter à octobre 2003 la soumission d'un projet qui reflétera l'état effectif de la situation. La présente révision budgétaire accompagnée d'une prolongation de l'intervention est nécessaire pour assurer le relais entre les deux phases de l'IPSR, en attendant l'adoption de la prochaine phase d'élargissement.
21. Il est prévu qu'une mission d'évaluation sera dépêchée sur le terrain pour établir la stratégie de la nouvelle phase de l'IPSR.
22. On estime que les stocks alimentaires couvriront les besoins jusqu'au 30 juin 2003, si les produits sont livrés à temps et si les besoins mensuels sont portés à 7 000 tonnes — 4 848 tonnes de farine de maïs, 1 454 tonnes de légumineuses, 380 tonnes d'huile, 65 tonnes de sel, 225 tonnes de mélange maïs-soja et 28 tonnes de sucre.



---

## RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

23. Compte tenu de la prolongation de trois mois approuvée par le Directeur de pays, l'IPSR devrait prendre fin le 31 mars 2003. La présente révision budgétaire, qui couvrira la période allant du 1er avril 2003 au 31 décembre 2003, est présentée au Conseil d'administration pour approbation à sa première session ordinaire de 2003. L'augmentation budgétaire proposée se monte à 12 948 736 dollars, correspondant à 47 703 tonnes de produits alimentaires, soit un coût total pour le PAM de 39 800 287 dollars, dont 2 468 540 dollars au titre des coûts d'appui directs. Le montant des coûts d'appui directs s'explique par le renforcement en personnel du bureau de pays, lequel a été vivement recommandé par les vérificateurs des comptes et des hauts fonctionnaires du PAM pour que le bureau soit en mesure de faire face à l'augmentation des besoins opérationnels. Le coût total pour le PAM de l'IPSR 6274.00 sera donc porté à 156 172 986 dollars.





VENTILATION DES COÛTS DU PROJET						
	IPSR existante (tonnes)	IPSR révisée (tonnes)	Différence (tonnes)	Valeur totale existante (dollars)	Valeur totale révisée (dollars)	Différence (dollars)
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>						
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>						
Produits <sup>1</sup>						
– Farine de maïs	89 045	122 307	33 262	18 688 920	26 738 324	8 049 404
– Légumineuses	26 713	39 781	13 068	9 602 050	13 509 382	3 907 332
– Huile végétale	7 215	8 436	1 221	56 960 311	6 937 111	976 800
– Sel	1 169	1 321	152	116 900	132 100	15 200
– Mélange maïs-soja	9 264	9 264		2 437 070	2 437 070	0
– Sucre	1 054	1 054		284 580	284 580	0
– Biscuits BP5	105	105		146 793	146 793	0
<b>Total, produits</b>	<b>134 565</b>	<b>182 268</b>	<b>47 703</b>	<b>37 236 624</b>	<b>50 185 360</b>	<b>12 948 736</b>
Transport extérieur				17 022 150	22 520 456	5 498 306
TTEM				41 574 840	57 269 128	15 694 288
TIEM				41 574 840	57 269 128	15 694 288
<b>Total, TTEM</b>						
Autres coûts opérationnels directs				1 350 000	1 936 660	586 660
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>				<b>97 183 614</b>	<b>131 911 604</b>	<b>34 727 990</b>
<b>B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)</b>				<b>10 768 797</b>	<b>13 237 337</b>	<b>2 468 540</b>
<b>C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent du total des coûts directs)</b>				<b>8 420 288</b>	<b>11 024 045</b>	<b>2 603 757</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>				<b>116 372 699</b>	<b>156 172 986</b>	<b>39 800 287</b>

– Farine de maïs	89 045	122 307	33 262	18 688 920	26 738 324	8 049 404
– Légumineuses	26 713	39 781	13 068	9 602 050	13 509 382	3 907 332
– Huile végétale	7 215	8 436	1 221	56 960 311	6 937 111	976 800
– Sel	1 169	1 321	152	116 900	132 100	15 200
– Mélange maïs-soja	9 264	9 264		2 437 070	2 437 070	0
– Sucre	1 054	1 054		284 580	284 580	0
– Biscuits BP5	105	105		146 793	146 793	0

<b>Total, produits</b>	<b>134 565</b>	<b>182 268</b>	<b>47 703</b>	<b>37 236 624</b>	<b>50 185 360</b>	<b>12 948 736</b>
------------------------	----------------	----------------	---------------	-------------------	-------------------	-------------------

Transport extérieur				17 022 150	22 520 456	5 498 306
---------------------	--	--	--	------------	------------	-----------

TTEM				41 574 840	57 269 128	15 694 288
------	--	--	--	------------	------------	------------

TIEM				41 574 840	57 269 128	15 694 288
------	--	--	--	------------	------------	------------

**Total, TTEM**

Autres coûts opérationnels directs				1 350 000	1 936 660	586 660
------------------------------------	--	--	--	-----------	-----------	---------

<b>Total, coûts opérationnels directs</b>				<b>97 183 614</b>	<b>131 911 604</b>	<b>34 727 990</b>
---	--	--	--	-------------------	--------------------	-------------------

<b>B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)</b>				<b>10 768 797</b>	<b>13 237 337</b>	<b>2 468 540</b>
---	--	--	--	-------------------	-------------------	------------------

<b>C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent du total des coûts directs)</b>				<b>8 420 288</b>	<b>11 024 045</b>	<b>2 603 757</b>
--	--	--	--	------------------	-------------------	------------------

<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>				<b>116 372 699</b>	<b>156 172 986</b>	<b>39 800 287</b>
-------------------------------	--	--	--	--------------------	--------------------	-------------------

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet, comme dans tous les projets appuyés par le PAM, peuvent varier en fonction des disponibilités.



## ANNEXE II

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)</b>
--

**Dépenses de personnel**

Administrateurs internationaux	753 600
Personnel international des services généraux	150 000
Personnel national des services généraux	264 000
Administrateurs nationaux	21 000
Personnel temporaire	74 500
Heures supplémentaires	10 000
Incitations	158 340
Consultants internationaux (y compris la mission d'évaluation de l'OEDE)	141 600
Consultants nationaux	25 000
Volontaires des Nations Unies	72 500
Voyages officiels du personnel	64 600
Formation et développement du personnel	30 000
<b>Total partiel</b>	<b>1 765 140</b>

**Dépenses de bureau et autres coûts récurrents**

Location de locaux	60 400
Services collectifs	8 000
Fournitures de bureau	40 000
Communication et services TI	80 000
Assurance	15 000
Réparation et entretien du matériel	19 000
Services des organisations des Nations Unies	67 000
Coûts d'entretien et d'exploitation des véhicules	85 000
Autres dépenses de bureau	54 000
<b>Total partiel</b>	<b>428 400</b>

**Matériel et dépenses d'équipement**

Véhicules	150 000
Matériel TC/TI	65 000
Mobilier, outils et matériel	60 000
<b>Total partiel</b>	<b>275 000</b>

<b>TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>2 468 540</b>
-------------------------------------	------------------



---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ECHO	Office humanitaire de la Communauté européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PRONANUT	Programme national de nutrition
RDC	République démocratique du Congo
VCT	Vivres-contre-travail
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
VPF	Vivres pour la formation

